

CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE
relative à la mise en œuvre du projet jusqu'à l'obtention de la
Déclaration d'Utilité Publique pour le réaménagement des bretelles
de l'échangeur autoroutier n°15 avec la RD 903 comprenant la
création d'un ouvrage d'art dans le cadre du projet global
d'aménagement de la RD 903 entre A40 et le carrefour des
Chasseurs sous pilotage du Département

Entre d'une part,

Le Département Haute-Savoie,

représenté par son Président Martial SADDIER dûment habilité à cet effet par délibération n° CD.2023-013 en date du 3 Avril 2023.

Et d'autre part,

La Société concessionnaire française pour la construction et l'exploitation du Tunnel routier sous le Mont-Blanc (ATMB), société anonyme au capital de 22 297 072 euros, immatriculée au RCS d'ANNECY sous le numéro 582 056 511, dont le siège social est situé à Bonneville (74130) – 1440, route de Cluses, représentée par M. Erwan Le BRIS, en qualité de Directeur Général,

DEFINITIONS

Les noms débutant par une majuscule dans la présente convention ont la signification qui leur est donnée ci-après.

Convention :

Désigne la présente convention dans son intégralité, annexes comprises, et ses avenants éventuels.

Département :

Désigne le département de Haute-Savoie, qui intervient, compte tenu du tracé du Projet supporté par la route départementale RD 903, au titre de sa compétence voirie départementale en vertu des articles L. 131-1 à L. 131-8 du Code de la voirie routière, et en qualité de Maître d'ouvrage unique pour la réalisation du Projet.

ATMB :

Désigne la société Autoroutes et Tunnel du Mont-Blanc, compétente au titre du cahier des charges de concession signé avec l'État, ayant pour objet de lui confier la construction, l'entretien et l'exploitation de l'autoroute A40 et ses ramifications A41 entre la frontière Suisse à Bardonnex et Saint-Julien-en-Genevois, et A411 entre la frontière Suisse à Gaillard et Etrembières ainsi que la RN 205 entre le Fayet et Chamonix.

Parties :

Désignent collectivement le Département et ATMB

Projet :

Désigne l'opération de création de bretelles autoroutières A40/RD903 réalisées dans le cadre du projet d'aménagement de la RD 903 entre l'A40 et le carrefour des chasseurs porté par le Département.

PREAMBULE

Les Parties ont pour objectif commun la mise en place du Projet.

Les aménagements du Projet ressortent simultanément de la compétence :

- du Département, pour ce qui concerne sa compétence voirie départementale,
- d'ATMB, au titre du contrat de concession susvisé.

Afin de permettre la poursuite du Projet et sa mise en œuvre jusqu'à l'obtention de la Déclaration d'Utilité Publique, les Parties ont souhaité désigner le Département comme Maître d'ouvrage unique.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention détermine les conditions dans lesquelles ATMB délègue sa maîtrise d'ouvrage au Département, en tant que maître d'ouvrage unique, qui l'accepte, pour la mise en œuvre du réaménagement des bretelles de l'échangeur autoroutier n°15 avec la RD 903 comprenant la création d'un ouvrage d'art dans le cadre du projet global d'aménagement de la RD 903 entre A40 et le carrefour des Chasseurs, et ce jusqu'à l'obtention de l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique du Projet.

Les missions déléguées au Département, Maître d'ouvrage unique sont précisées à l'article 4.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DU MAITRE D'OUVRAGE UNIQUE

ATMB décide de déléguer de manière temporaire et uniquement pour la mise en œuvre du Projet jusqu'à l'obtention de l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique, sa qualité de maître d'ouvrage au Département, qui l'accepte dans les conditions de la Convention.
En conséquence, le Département est désigné Maître d'ouvrage unique.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à la date de signature du dernier signataire, pour une durée allant jusqu'à l'obtention de l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS RECIPROQUES DES PARTIES

4.1 Missions du Département en sa qualité de Maître d'ouvrage unique et conditions de mise en œuvre de ses missions

4.1.1. Les missions du Département

Elles portent sur les éléments suivants.

- Financement

Le Département assure le paiement des prestataires.

- Autorisations administratives

Le Département sollicite l'ensemble des autorisations administratives nécessaires pour l'obtention de l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique.

- Communication

Le Département est en charge de piloter les actions de communication nécessaires pour le Projet. Il assure une mission d'information tant des partenaires publics que privés.

- Elaboration des dossiers réglementaires

Le Département aura en charge l'élaboration et le dépôt de l'ensemble des dossiers réglementaires, y compris leurs mises à jour demandées ou imposées dans le cadre des

procédures administratives, ainsi que l'organisation de l'ensemble du ou des enquêtes publiques nécessaires à l'obtention de l'arrêté de Déclaration d'Utilité publique.

L'élaboration du dossier de Demande de Principe, afin d'obtenir une décision ministérielle d'approbation du projet, est également à la charge du Département. Il est cependant exclu des dossiers réglementaires, et donc de la mission du Département, le dépôt de ce dossier de Demande De Principe, procédure propre au concessionnaire autoroutier vis-à-vis de son concédant.

- Recours sur l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique

En cas de recours sur l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique du Projet, porté par la préfecture de Haute Savoie, le Département et ATMB feront respectivement leur affaire de :

- se représenter ou se faire représenter dans le cadre de la procédure de recours
- contribuer à la rédaction du mémoire en réponse en apportant à la préfecture de Haute Savoie, l'ensemble des éléments de réponse sur les questions/remarques posées.

Toutefois les deux parties conviennent de se coordonner et de se tenir mutuellement informées des éléments transmis à la Préfecture de Haute Savoie, afin de s'assurer de leur cohérence.

- Divers

D'une manière générale, le Département effectue tous actes nécessaires et afférents à l'exercice de sa mission de Maître d'ouvrage unique.

4.1.2. Les conditions de mise en œuvre de ses missions

Le Département s'engage à :

- Associer ATMB à la mise en œuvre du Projet lors de l'ensemble des phases de la procédure administrative et ce jusqu'à l'obtention de l'arrêté de Déclaration d'Utilité publique ;
- Transmettre à ATMB l'ensemble des dossiers réglementaires et les documents de communication avant leur dépôt afin d'obtenir une validation de ceux-ci ;
- Transmettre à ATMB les différents échanges, retours, avis des services émis sur les dossiers réglementaires et portant sur le périmètre de la concession d'ATMB ;
- Elaborer le dossier de Demande De Principe sur le périmètre du Projet ;
- Se coordonner avec ATMB sur les éléments transmis à la préfecture dans le cadre d'un éventuel recours sur le Projet.

4.2 Missions de ATMB

ATMB s'engage respectivement à :

- Faciliter, à tout point de vue, l'exercice de la mission du Département en tant que Maître d'ouvrage unique au titre de la présente Convention ;
- Transmettre et communiquer au Département les éléments nécessaires à la réalisation de l'ensemble des dossiers réglementaires, y compris suite à questions ou mise à jour le cas échéant ;
- Donner un accord sur l'ensemble des dossiers réglementaires et les documents de communication au regard de ses compétences de maître d'ouvrage autoroutier dans un délai maximal d'un mois après leur transmission par le Département.
- Solliciter l'accord de l'autorité concédante sur le dossier de Demande De Principe fournit par le Département et, d'une manière générale, assurer l'interface avec les services en charge du contrôle des travaux ayant un impact sur le domaine public autoroutier
- Se coordonner avec le Département sur les éléments transmis à la préfecture dans le cadre d'un éventuel recours sur le Projet.

ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES

Le Département assure la présente maîtrise d'ouvrage à titre gratuit.

Il supporte l'intégralité des couts liés à la réalisation des missions confiées dans la présente convention jusqu'à l'obtention de l'arrêté de déclaration d'utilité publique.

ARTICLE 6 – ACHEVEMENT DE LA CONVENTION

La Convention prend fin à la délivrance par l'autorité compétente de l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique du Projet ou de la décision juridictionnelle définitive statuant sur un éventuel recours contentieux engagé par un tiers contre l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique, sous réserve de l'application des dispositions relatives aux recours visées à l'article 4.1.1.

Chacune des Parties peut résilier la Convention de manière anticipée, en cas d'absence de démarrage de la mise en œuvre des procédures dans un délai de deux (2) ans à compter de la signature de la présente convention.

Dans ce cas, la partie qui souhaite résilier la Convention envoie un courrier (RAR) notifiant sa décision de résiliation à l'autre partie, moyennant le respect d'un préavis de trois (3) mois.

ARTICLE 7 – LITIGES

En cas de litige, les Parties s'efforcent de régler leur différend à l'amiable.

En cas d'échec de la solution amiable, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la Convention seront portés devant le tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Annecy en deux (2) exemplaires originaux, le 4/05/23.....

Pour le Département



Pour ATMB

